

Les différents statuts	Conjoint collaborateur	Conjoint associé	Conjoint salarié
Type d'entreprise	Entreprise individuelle (EI) ou EIRL* ; EURL, SARL ou SELARL (associé unique ou gérant majoritaire).	SARL, SELARL, SAS, SNC.	Entrepreneur individuel (commerçant, artisan, professionnel libéral) ; gérant associé unique ou gérant associé majoritaire d'une SARL.
Durée du statut	5 ans maximum depuis 2022.	Illimitée.	Illimitée.
Statut du chef d'entreprise	Entrepreneur individuel d'une EI ; gérant associé unique d'une EURL ; gérant associé majoritaire d'une SARL ou d'une SELARL.	Dirigeant d'une SARL ou SELARL ou SAS ou SNC.	Entrepreneur individuel d'une EI ; dirigeant de société ; gérant associé unique ; gérant associé majoritaire d'une SARL.
Conditions d'éligibilité au statut de conjoint de chef d'entreprise	Travailler régulièrement dans l'entreprise sans être rémunéré et sans être associé. Faire l'objet d'une mention au RCS (commerçants) ou au RM (artisans).	Travailler régulièrement dans l'entreprise tout en possédant des parts sociales dans l'entreprise.	Travailler régulièrement dans l'entreprise et détenir un contrat de travail (CDD ou CDI).
Rémunération du conjoint du chef d'entreprise	Aucune.	Dividendes.	Salaire supérieur ou égal au SMIC.
Pouvoirs du conjoint dans l'entreprise	Un mandat lui permet d'effectuer certains actes de gestion courante et des actes de disposition, notamment.	Droit de vote aux assemblées générales.	Aucun. Il ou elle est subordonné au chef d'entreprise.
Protection sociale du conjoint en cas de maladie ou période de maternité	Affiliation au régime général de la Sécurité sociale ou à la MSA pour les agriculteurs.	Affiliation au régime général de la Sécurité sociale.	Affiliation au régime général de la Sécurité sociale ou à la MSA pour les agriculteurs.
Droit au chômage	Pas d'assurance chômage. En cas de reprise d'une activité indépendante, possible maintiens des allocations.	Pas d'assurance chômage, sauf si l'activité était cumulée avec une activité salariée.	Droit à l'assurance chômage sous condition d'acceptation par Pôle emploi.
Protection sociale du conjoint pour la retraite	Adhésion obligatoire au régime d'assurance vieillesse du chef d'entreprise.	Affiliation au régime général de la Sécurité sociale, CNAVPL ou CNBF.	Affiliation au régime général de la Sécurité sociale ou à la MSA pour les agriculteurs.
Responsabilité financière du conjoint	Aucune.	Responsabilité limitée aux apports. Responsabilité illimitée dans le cas d'une SNC.	
			Aucune.
Régime fiscal du conjoint	Non concerné.	Imposition des dividendes. (Sauf pour les SNC : imposition dans la catégorie des BIC, BNC ou BA).	Imposé à l'IR dans la catégorie des traitements et salaires.
Fin du statut du conjoint	Automatique au bout de 5 ans (depuis 2022) ; à la demande du conjoint collaborateur ; en cas de cessation de Pacs ou de divorce ; en cas de changement du statut de l'entreprise.	Cession des droits sociaux.	Fin de CDD. Démission ou licenciement en cas de CDI.